LES RAPPORTS ENTRE L'ALGERIE ET LA FRANCE

voir page 2

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

MERCREDI 28 JANVIER 1976

N° 95

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

débat sur la Palestine à l'ONU

UNE MOTION DANGEREUSE

Au Conseil de Sécurité de l'ONU, la motion sur la Palestine présentée par le Bénin, la Guyane, le Panama, le Pakistan, la Roumanie, et la Tanzanie a été également votée par l'URSS, la France et le Japon. Tandis que la Grande-Bretagne, l'Italie et la Suède s'abstenaient, la Chine et la Lybie ne prenaient pas part au vote. Cependant, cette motion n'a pas été adoptée, les Etats-Unis faisant usage de leur droit de veto, qui en bloque toute application.

Cette motion représente une tentative de compromis entre les droits nationaux du peuple palestinien et l'occupation de la Palestine par Israël. D'une part, elle affirme en effet *«que le peuple palestinien doit être mis en mesure d'exercer son droit national inaliénable d'autodétermination, y compris le droit d'établir un Etat indépendant en Palestine»*.

Mais, d'autre part, elle prétend *«garantir la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tous les Etats de la région»... c'est-à-dire aussi d'Israël.*

Tenter d'appliquer pareille motion reviendrait nécessairement à aller vers l'instauration, à côté d'un Etat d'Israël maintenu, d'un Etat palestinien établi sur des territoires évacués par les sionistes. Piège dans lequel, depuis la guerre d'octobre 73, l'URSS et un certain nombre de régimes arabes ont tenté d'enfermer la Résistance palestinienne : l'échange d'un territoire contre la reconnaissance de l'occupant israélien.

Consacrer l'occupation de l'essentiel de la Palestine par Israël, tel est, en définitive, le sens de la manœuvre. Rien d'étonnant que l'URSS ait, à l'ONU, voté des deux mains pour cette motion, qui aurait dû à son sens préparer la réunion sur cette base de la conférence de Genève.

Cependant, l'évolution des rapports de forces russo-américains au Moyen-orient dans la dernière période ne lui permet guère d'espérer voir cette fausse solution entrer dans la vie : c'est les Etats-Unis, et leurs alliés sionistes, qui sont à l'offensive, ayant réussi à diviser le front arabe en concluant avec l'Egypte des accords séparés. Et ils ne sont pas prêts aux concessions territoriales et politiques que supposerait la résolution rejetée à l'ONU.

Dangereuse, la motion de l'ONU ne l'est pas du fait des risques de son application immédiate. Elle pourrait le devenir, dans des conditions différentes, comme base d'une offensive visant à faire abandonner à l'OLP son but fondamental : la libération de toute la Palestine, l'établissement sur son territoire d'un régime démocratique et laïc.

Jean LERMET

SOMMAIRE :

- Conseil National CFDT : faire le ménage avant le congrès -p.3-
- Liévin : Darras fait enlever la stèle érigée en mémoire des 42 -p.5-
- Affaire du juge Renaud : un brouillard qui s'épaissit -p.5-
- Police : renforcement des effectifs dans les 12 départements les plus urbanisés -p.5-
- Angola : après l'annonce du retrait de l'Afrique du Sud -p.5-

CAEN

6000 PAYSANS EN COLERE

voir page 4

VALLOUREC

voir page 4

"ca bouge dans tout le trust"

FRONTIERE ALGERO-MAURITANIENNE

graves incidents entre troupes algériennes et marocaines

Selon certaines agences de presse, des combats très violents auraient opposé hier après-midi des unités algériennes et marocaines à proximité du Sahara Occidental. Il y aurait eu de nombreux morts. Si cette nouvelle se confirme, cela marquerait un pas très grave vers des affrontements armés entre les deux pays, de plus grande ampleur, attisés par la campagne anti-algérienne violente déclenchée par le roi du Maroc depuis plusieurs mois. Aucun des peuples de la région, ni le peuple algérien, ni le peuple marocain, ni le peuple sahraoui n'ont d'intérêts dans cette guerre. A terme, ce sont les grandes puissances qui chercheront à en tirer profit, pour imposer leur loi aux gouvernements et aux peuples de la région.

ESPAGNE

VOIR PAGE 8

INTERVIEW DE L'ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE DES TRAVAILLEURS

INTERNATIONAL

L'IMPERIALISME FRANÇAIS ET L'ALGERIE

Camille NOËL

Jeudi dernier, l'agence Algérie Presse Service diffusait un «commentaire autorisé» sur l'état actuel de la politique française à l'égard des pays du Tiers Monde. Une nouvelle fois, la presse a fait chorus pour affirmer que l'Algérie faisait de la France le bouc émissaire de prétendues difficultés intérieures.

Il y a quelque indécence, de la part de notre bourgeoisie, à qualifier d'«échecs économiques» la lutte du peuple algérien pour le développement d'une économie autonome, fondée sur des richesses nationales, et souveraine sur tous les plans (financier, technologique, pouvoir de décision), alors même que notre métropole impérialiste se débat dans d'énormes difficultés économiques.

LES RAPPORTS FRANCO-ALGÉRIENS :

Le véritable problème, toutefois, est ailleurs : il est dans le caractère impérialiste de la bourgeoisie française dans la nécessité qu'il y a, pour elle, de piller toujours plus les richesses des pays du Tiers Monde. En cela, il est indéniable que les rapports franco-algériens ont toujours été marqués par la nécessité pour l'impérialisme français de substituer, aux rapports de domination directe, des rapports néo-coloniaux. Les rapports avec les anciennes colonies de l'Afrique du Nord devaient être ceux *«de l'indépendance dans l'interdépendance»*, c'est-à-dire d'une souveraineté politique des anciennes colonies limitée par une forte dépendance économique par rapport à l'ancienne métropole, qui conserverait les apports majeurs de la technologie et des investissements.

L'impérialisme français s'est heurté à la volonté algérienne de récupérer ses richesses nationales : ainsi, en 1973, lorsque l'Algérie prit la décision capitale de nationaliser ses hydrocarbures. La bourgeoisie française, toutefois, considère encore l'Algérie comme sa «chasse gardée», et croit pouvoir lui imposer ses conditions, comme elle a longtemps pu le faire au Maroc et à la Tunisie. Aussi, pour l'impérialisme français, l'Algérie est-elle un pays qu'il faut affaiblir, puisqu'il se refuse à accepter telle quelle une politique *«qui, débarrassée de ses artifices, est apparue dans toute sa réalité néo-coloniale»*.

LA POLITIQUE MÉDITERRANÉENNE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Mais les rapports franco-algériens sont inséparables de leur contexte, la politique méditerranéenne de l'impérialisme français. L'Algérie n'est pas seulement un partenaire économique particulièrement soucieux de son développement indépendant ; c'est aussi, et surtout, un des pays de l'aile gauche du Tiers Monde. A l'époque où celui-ci se constitue comme force politique à l'échelon mondial, l'Algérie est un des pays qui mènent le combat pour une unité renforcée des pays en voie de développement, contre l'impérialisme. En celà, l'Algérie s'affronte à l'impérialisme français.

Mais ce dernier est un impérialisme secondaire, un impérialisme de vieille puissance coloniale. S'il cherche encore à piller ses anciennes colonies, il tente aussi, à la mesure de ses moyens, dans le même temps, de résister aux pressions des deux superpuissances (USA, URSS). Et pour ce faire, l'impérialisme français essaie de mener une politique impérialiste autonome, qui briserait l'hégémonie des deux superpuissances. C'est le projet de *«politique méditerranéenne»*, matérialisé entre autre par le transfert de sa flotte de guerre - la principale d'Europe occidentale - en Méditerranée où s'affrontent les flottes US et soviétique ; c'est aussi cette tentative de percée économique en Irak, Iran, Egypte, souvent fondée sur les ventes d'armes, et le renforcement des «régimes amis», comme la dictature d'Hassan II, en lutte contre le peuple sahraoui. Mais cette politique a ses limites : les contrats ne se réalisent souvent pas, ou, si c'est le cas, il s'agit alors de domaines technologiques mineurs, non exploités par les deux grands dont l'hégémonie est pesante dans le bassin méditerranéen. De plus, l'impérialisme français se heurte aux impérialismes rivaux, notamment ouest-allemand. Le véritable problème est donc bien celui de savoir si l'impérialisme français a les moyens de sa politique. Et ce, à un moment où les pressions des deux superpuissances se renforcent sur lui, et où la bourgeoisie française est de plus en plus tentée de céder aux pressions américaines.

En ce sens, la dégradation des relations franco-algériennes, et l'atlantisme prononcé de la bourgeoisie impérialiste française n'est pas une volonté délibérée de quelques personnalités proyankee. Il s'agit plus profondément de la transcription dans les relations de l'impérialisme français avec le Tiers Monde, de son incapacité à résister durablement aux pressions des deux superpuissances.

NOSTALGIE ET CAMPAGNES RACISTES

Juin 1967 : guerre d'agression israëlienne contre les peuples arabes. Les sionistes et pieds-noirs français, nostalgiques de l'Algérie française, déclenchent une gigantesque campagne anti-arabe. Le 6 juin, 2 000 soldats du 28e RIT «ratonnent» impunément dans les rues de Nice. Plusieurs dizaines de travailleurs immigrés sont gravement blessés. En juin 1968, les sionistes feront de même dans le quartier de Belleville. Jets de grenades, noyades, fusillades et plastiquages se multiplient : le 30 juin 1969, c'est la cité d'immigrés, rue Olivier-de-Serres, à Villeurbanne qui est visée par un attentat.

1971 : Alger nationalise ses hydrocarbures. Une campagne raciste de grande ampleur est lancée en France, avec assassinats de travailleurs immigrés. «Minute», «l'Aurore», «le Méridional» reproduisent un faux-tract rédigé par d'anciens OAS et attribué à «L'amicale des Algériens en Europe», appelant les immigrés au «viol des blanches». Tract de nouveau reproduit en 1973. Aucun journal ne fera l'objet d'une condamnation, malgré la plainte déposée par l'amicale.

1973 : En une dizaine de jours, entre Marseille et Aix-en-Provence, 40 travailleurs immigrés sont lâchement assassinés. Le 14 décembre, le consulat d'Algérie saute à Marseille : cinq morts et 20 blessés très grièvement déchiquetés. Les coupables ne seront pas officiellement retrouvés, mais «El Moudjahid» dénonçant l'impérialisme US annoncera plusieurs semaines après que ceux qui entendaient tirer profit immédiat de leur crime, l'avaient par là même signé.

Aujourd'hui les révélations algériennes sur cette affaire corroborent tout à fait ce point de vue. Le fait que le SDECE soit direcement mis en cause par ce pays, ne fait que refléter la nature de cet organisme qui avait à l'époque organisé l'assassinat de Ben Barka à l'insu même de certains dirigeants de l'impérialisme français. Par le milieu même dans lequel l'impérialisme français recrute des hommes de main pour commettre des attentats racistes (ex OAS, fascistes notoires..) il n'y a pas lieu de s'étonner du peu de contrôle qu'il peut exercer sur ces actions, et qu'elles puissent un moment donné contredire la politique que tente d'impulser à un moment les dirigeants de la bourgeoisie.

Juillet-Août 75 : Des attentats sont commis contre les locaux de l'Amicale à Paris, Lyon, Roubaix. Plusieurs algériens sont pris en otages par des harkis. Ces enlèvements sont l'œuvre de la ***«Confédération des Français rapatriés d'Algérie»****, dont le président, Laradji, sera fort courtoisement reçu par Poniatowski en septembre dernier, à qui il vient réclamer l'interdiction de... l'Amicale en France ! Ces anciens supplétifs des troupes colonialistes françaises travaillent en liaison avec l'USDIFRA (Union des Syndicats de Défense des Intérêts des Français rapatriés d'Algérie), dont le président, Ibagnes, plusieurs fois reçu par Chirac ou Poniatowski et ancien de l'OAS est très lié au mouvement terroriste «Justice Pied-Noir», mais aussi le grand ami de l'ancien animateur de l'OAS, à Alger, Joseph Ortiz. Tous deux auraient été mêlés de très près au récent plasticage des locaux du journal* ***El Moudjahid*** *à Alger. Cet attentat a ét revendiqué par le groupe SOA spécialisé hier dans les attentats contre les militants basques, et qui, aujourd'hui, se réclame de* ***l'opposition algérienne*** *et d'un certain Mouloud Kaouane, dont les services de la sécurité algérienne affirment* ***qu'il n'existe pas, il s'agit d'une invention des services spéciaux français.*** *Le SOA, en effet, est très lié avec le directeur d'une grande revue économique, qui s'est proposé de fédérer les* ***«oppositions à Boumédienne»****.*

Après l'attentat contre le consulat d'Algérie à Marseille en 1973, la colère des travailleurs arabes.

1975 : QUAND LA "COOPERATION" MASQUE LE NEO-COLONIALISME

Mai : Un mois après la célébration de la «coopération» franco-algérienne par Giscard à Alger, les négociations entre Alger et la régie Renault pour la signature d'un contrat de 200 millions de francs, portant sur la livraison de 5 500 camions contre 460 000 tonnes de pétrole, sont rompues. La Régie, sur ordre du gouvernement français, avait voulu revendre le pétrole algérien à un prix inférieur à celui fixé par l'OPEP pour faire baisser les cours du brut.

Juin : D'Ornano part pour Alger, et se croit obligé, de déclarer : *«La coopération franco-algérienne se porte bien»*. Conséquence : le déficit de la balance commerciale algérienne s'accentue au profit de la France : le premier trimestre de 1975, l'Algérie important pour 2 267 millions de biens français, alors que la France n'achetait que 644 millions de biens algériens. Devant une telle situation, l'Algérie abandonne deux projets : la construction d'une usine de matériel téléphonique CIT-Alcatel et d'une usine Renault à Oran.

15 novembre : Le contrat de 1971 liant Elf-Erap à la Sonatrach n'est pas renouvelé : la France voulait acheter pour 1967 2 millions de tonnes de brut algérien, mais - précisait la Sonatrach - *les offres d'Elf-Erap se situaient toujours 10 à 20 cents en deça de celles des autres clients*. La Sonatrach reprenait les intérêts d'Elf-Algérie en rachetant les parts françaises. *Le vrai visage du groupe Erap demeure celui d'un outil politique au service d'idées rétrogrades*, déclarait l'APS. Cinq jours plus tard, la Compagnie Française des Pétroles signait un contrat avec la Sonatrach, portant sur une livraison de 10 millions de brut algérien pour 1976 (contre 7 millions en 75), au prix fixé par l'OPEP.

La fin d'une équivoque

Il est connu, en effet, que la France a tenté de s'imposer en Méditerranée en tant que puissance «rénovée», oublieuse de son passé récent en vertu de la fameuse thèse du «vide politique à combler», imaginant pour cela une série de «coopérations privilégiées» avec des pays africains et méditerranéens, dont l'Algérie, sur la base de conceptions coloniales de rapports post-coloniaux, cependant que sur le plan international elle tentait de se donner une coloration «neutraliste» par rapport à un Atlantisme par trop discrédité, afin de favoriser l'application de sa politique qui ne peut du reste qu'être objectivement atlantiste malgré ses quelques phantasmes périodiques.

Au même moment, la France renforçait sa «présence» militaire en Méditerranée, et se livrait à un commerce effréné de matériel de guerre afin de garantir, semble-t-il, la «paix et la sécurité» dans la région comme conditions essentielles de la «coopération» qu'elle se proposait d'instaurer en Méditerranée.(...)

En fait de médiation, la France s'est employée en toute logique à attiser les conflits régionaux, à la recherche de clients potentiels, quand elle n'a pas été elle-même partie prenante dans la naissance des conflits.

(...) Mais au-delà de ces intentions, la question qui se pose aujourd'hui est de savoir si la France possède les moyens de sa politique. Ni sa diplomatie, ni son économie ne peuvent, en effet, lui suffire pour s'affirmer dans la région selon son bon vouloir. (...) A moins que la politique méditerranéenne de la France n'ait été élaborée ailleurs que dans la capitale de la France et que celle-ci, en définitive, n'ait été chargée que d'une mission dans le cadre d'une stratégie qui la dépasse.

AGENCE PRESSE SERVICE

Conseil National de la CFDT ; avant le Congrès

LA DIRECTION VEUT FAIRE LE MENAGE

Avec une certaine désinvolture, la Résolution Générale, adoptée au terme du Conseil National de la CFDT de janvier, aborde le bilan des luttes de la fin 75. Les interrogations pressantes des travailleurs sont largement éludées, remplacées par un triomphalisme de mauvais aloi affirmant que, globalement, les actions du dernier trimestre *«ont permis de limiter les licenciements collectifs», «les effets de la crise»* et de *«compenser, en partie, les pertes de salaire dûes au chômage partiel»* : les camarades d'Air France, de Paris-Rhône, d'Esswein-Thomson, etc... ne font pas les mêmes bulletins de victoire, à coup sûr !

LES SOUCIS DE LA DIRECTION CONFÉDÉRALE

Mais ça ne semble pas être le principal souci de la majorité confédérale actuelle : ce qui importe pour la direction réformiste, c'est d'imposer aux syndiqués, (à la veille d'un Congrès qui s'annonce houleux) les mises au pas qui compenseraient le relatif échec de l'opération des «Assises» soi-disant «pour le socialisme» de 74, et permettraient de tenter de rendre *«crédible une alternative socialiste autogestionnaire»*...

Pour ce faire, les sociaux-démocrates dans la CFDT sont prêts à faire payer la note à ceux de l'ancienne «Gauche Syndicale» qui n'ont pas rallié le PS (tendance Mitterrand) ou CERES, et aux syndicalistes révolutionnaires ! Il est vrai qu'au Conseil on voit s'affronter (ainsi que dans l'appareil syndical) le PS aux tenants du Programme Commun «intégral», à ceux qui - comme le CERES - se font souvent la tête de pont du P«C»F dans la CFDT. (Nous aurons l'occasion d'y revenir prochainement). Mais ces gens se regroupent toujours contre ce que «l'Humanité» rappelle avec délectation *la «manipulation par des groupes d'extrême-gauche»*. En fait, en s'attaquant comme ils l'ont fait aux *«organisations, groupes et journaux qui veulent aider à la création d'un courant de gauche à l'intérieur de la CFDT»*, les dirigeants confédéraux cherchent à baillonner l'expression des contradictions qui traversent la CFDT, la contestation de plus en plus en vive des orientations qui animent des sections et unions de plus en plus nombreuses.

Edmond Maire et Michel Rolant : préparer la place pour le PS et son premier secrétaire Mitterrand.

LES RÉFORMISTES VEULENT LIMITER NOS LUTTES ET REVENDICATIONS

Brandissant l'argument de la «démocratie syndicale», ces sociaux démocrates font mauvaise figure ! Il n'y a qu'à voir leurs exclusives dans la défense des emprisonnés (que ne règlent en rien les nouvelles «démarches» entreprises depuis lundi avec le P«C», le PS et les radicaux socialistes). Et leurs pratiques fractionnistes et manipulatoires vis-à-vis de délégués combatifs qui leur contestent la direction d'Unions de secteurs. Sans compter l'attitude inqualifiable que les réformistes viennent de contraindre le Conseil National à adopter face aux luttes !

Car la session de janvier vient de s'achever dans la droite ligne (si l'on peut dire !) des déclarations de maire à la presse du PS : la direction confédérale CFDT veut limiter les revendications du trimestre à venir à celles qui sont «crédibles» (c'est à dire «négociables») «permettant de rassembler de mobiliser l'ensemble des catégories» de l'O.S. à l'ingénieur» et «d'éviter l'action isolée et minoritaire» condamnant ainsi, de fait dans les mêmes termes que les révisionnistes du P«C»F dans la CGT, des luttes résolues telle Paris Rhône...

Le 37e Congrès est bien lancé, de la sorte : mise des syndicats au pas de l'Union de la Gauche, soumission au révisionnisme et au réformisme, ou réactivation d'une CFDT de lutte de classe, à l'écoute des masses et instrument de leur offensive contre la crise. Tel sera l'enjeu essentiel !

Stéphane RAYNAL

Orléans : le PS contre les délégués des usines en lutte !

Orléans, pour la CFDT, c'est un secteur qui se renforce : 25 % d'adhérents en plus en 2 ans. C'est là qu'ont éclaté de nombreuses luttes de ces derniers mois : Orlane, Quelle, Saint-Gobain, les Educateurs, les Nouvelles Galeries et maintenant Rivière Casalis... On aurait pu s'attendre à ce que l'Assemblée Générale de l'Union Interprofessionnelle du Secteur (ex-Union «Locale») CFDT, tire le bilan de ces luttes et sanctionne leur conduite par la promotion de responsables syndicaux qui y ont joué un rôle positif. Il n'en a rien été, bien au contraire !

Un des facteurs en a été que seule la moitié des sections avaient mandaté des délégués à l'Assemblée Générale, dont pas plus de 10 % d'ouvriers. Cela dénote le genre de préparation ! En outre, le Bureau sortant fit éclater en commissions les débats, ce qui les court-circuita de fait. Derrière cette manipulation de la discussion d'orientation politique, les gens du PS, présents au Bureau, visaient à faire entériner leur «gestion» de l'UIS et éliminer sur des points de procédure des syndicalistes révolutionnaires mandatés au Conseil de l'Union, sans que la bataille puisse porter sur la ligne suivie !

Une dizaine d'entreprises, parmi celles qui ont été à la pointe de l'action, se retrouvent privées de mandats (Saint Gobain, Quelle, BRGM, Orlane...) : le PS avait passé pour le vote au Conseil la consigne de bloquer ces délégués syndicaux qui pratiquent la lutte de classe. Une fois découverte, cette manœuvre (qui va bien dans le sens des «épurations» souhaitées par Maire au dernier Conseil National) a suscité la colère de nombreux syndiqués ; la réplique s'organise et beaucoup sont décidés à demander des comptes aux «socialos» pour construire un véritable syndicalisme de classe !

Des membres du Conseil CFDT d'Orléans

Un ancien nazi... juriste à Francfort

Dans la banlieue de Francfort, très exactement à Wiesbadenerstrasse, Koenigsteil-Taunus, vit tranquillement un couple de bourgeois allemands. Elle, est juge au tribunal de Francfort, lui, après avoir été également juge est maintenant collaborateur de diverses publications juridiques.

Il s'appelle Fritz Merdsche. Comme vient de le révéler Beate Klarsfeld, au cours d'une conférence de presse tenue lundi à Orléans, ce citoyen allemand modèle, ce retraité paisible, c'est l'ancien chef de la Gestapo d'Orléans, condamné deux fois à mort par contumace en 1950 et 1953 et bien sûr jamais arrêté.

Adhérent au parti nazi en 1933, Merdsche nommé d'abord à la Feld Kommandantur de Poitiers en 1940, puis au SD de Dijon en 1942, devient commandant de la police et de la sûreté à Orléans en septembre 1942. A ce titre, il est responsable de 2 139 déportations (dont 1 159 ne reviendront pas). C'est lui qui donna l'ordre de précipiter vivants 36 juifs dans un puits à Saint-Amand dans le Cher, c'est lui qui donna l'ordre d'assassiner froidement 29 jeunes maquisards arrêtés à la ferme de By, ainsi que 13 «réfractaires» (c'est-à-dire ceux qui refusaient de partir au STO : service de travail obligatoire) de Marcilly-en-Villette, c'est lui également qui fit fusiller les 53 résistants du maquis de Lorris, les 6 de Chilleurs, etc.

Il faut noter enfin que l'assassin Merdsche, juge à Francfort depuis 1948, a bénéficié de la protection américaine, ceux-ci n'ayant jamais répondu aux demandes d'extradition alors que la ville de Francfort était sous leur administration.

Correspondant Orléans

Renault-Billancourt :

Après les actions des Presses puis au Bas-Meudon, des ateliers de peinture de la Régie sont en grève. A 90 % les ouvriers-peintres des R4 et R6 ont débrayé déjà par deux fois (vendredi et lundi) pour le passage à P1. Leur action s'étend à partir des 2 premiers ateliers (60-14/56 et 57) où la moitié des chaînes sont stoppées par cette «grève-bouchon» !

UNE CENTRALE NUCLÉAIRE PRÈS DE GRENOBLE ?

Au cours d'une semaine consacrée à l'énergie nucléaire, au village olympique, les habitants de Grenoble ont pu apprendre l'existence d'un projet d'implantation d'une centrale de 600 MW à Pont de Claix-Pechiney (par l'intermédiaire de Progil). Le Commissariat à l'Energie Atomique et... la municipalité de Grenoble seraient parties prenantes de ce projet. Seraient, car d'après le représentant de la CFDT qui l'a annoncé lors d'une réunion, rien n'est encore officiel, la direction de Progil refusant de donner toute information.

600 MW, presque au cœur d'une grande ville où une centrale au fuel de 150 MW suffit aux besoins actuels, c'est énorme. La perte de chaleur dûe au faible rendement des centrales nucléaires serait de l'ordre de 100 MW, sous forme de vapeur d'eau chaude, ce qui ne manquerait pas de poser des problèmes. Il semble que cette centrale serait surtout destinée à l'usine Progil, et éventuellement d'autres usines de Pont de Claix.

Pour se justifier, la municipalité «socialiste» (Dubedout) explique qu'en échange de l'implantation de la centrale, on lui aurait offert d'utiliser gratuitement une partie de l'eau chaude produite par la centrale pour le chauffage urbain. Et le représentant de la mairie (présent à cette réunion) de se souvenir fort opportunément que les locataires se plaignent du prix abusif du chauffage. Aux questions sur la sécurité et sur l'environnement dont il est assailli, le représentant de la municipalité n'a pas grand chose à répondre, car ces messieurs qui prétendent défendre les locataires ne leur ont évidemment pas demandé leur avis sur ce projet. Le représentant du PS, après des interventions soulignant le danger d'utilisation de cette technique encore mal maitrisée n'était pas plus brillant pour répondre.

Dès maintenant, l'information va se faire sur ce projet (l'installation d'une station météo près du lieu présumé montre que ce n'est pas une fantaisie) à Pont de Claix et à Progil. La section CFDT de cette entreprise a déjà pris position contre, la CGT n'a pas pris de position.

d'après une correspondance de Grenoble

en bref

l'audace et les astuces de Roland Leroy

Roland Leroy, directeur de l'«Humanité Dimanche» accordait récemment une interview à «l'écho de la presse et de la publicité». Sous le titre engageant *«L'Humanité Dimanche à l'heure du renouveau : davantage d'audace et de publicité»*, on y trouvait les révélations suivantes : dès le 4 février, l'HD va redoubler d'audace, *«Nous avons réduit le format des pages par rapport à l'ancien format afin que pour le même poids de papier, il y en ait davantage à feuilleter. Cette augmentation astucieuse du nombre de pages doit permettre plus de place pour la publicité»*...

On se demande où Leroy va chercher tant d'astuce ! Ça ne serait pas dans ces écoles de publicité où l'on enseigne doctement comment tromper son monde ? En tout cas, on sait maintenant qui dirige l'Humanité Dimanche...

dossier B comme barbouzes en correctionnelle

Devant l'avalanche de plaintes dont elle a été saisie au sujet du livre de Patrice Chairoff «Dossiers B comme Barbouzes» : 9 à ce jour, la 17° chambre correctionnelle du tribunal de Paris a reporté la date des débats au 13 et au 27 avril. Plusieurs individus dont Susini, Habib Deloncle, Barberot..., qui s'estiment diffamés par ce que Patrice Chairoff a rapporté de leurs activités dans son livre, ont en effet porté plainte en diffamation et certains ont demandé la saisie du livre qu'ils n'ont pour l'instant pas obtenue.

LUTTES OUVRIÈRES

Fos : riposte au lock-out !

A Fos-sur-Mer, les 200 travailleurs des hauts-fourneaux de la SOLMER poursuivent leur lutte. Ce n'est pas du goût de la direction qui vient de tenter de briser le mouvement en mettant au chômage technique 600 travailleurs la semaine dernière et 600 autres avant-hier. Mais cette attaque contre les travailleurs en grève est un échec, puisque cette tentative de division s'est finalement retournée contre elle, entraînant dans la grève 200 autres travailleurs, dans le service agglomération. Mais ce n'est pas tout : ceux du service-transport ont débrayé aussitôt. Une réunion a eu lieu hier (qualifiée de «clarification»). Une chose est claire en tout cas : les 200 nouveaux lock-outés ne feront que renforcer l'action dans le secteur. La direction s'en apercevra très vite...

Alsthom - St Ouen : 4 licenciements, ça suffit !

Quel mauvais coup nous prépare l'Alsthom ? Déjà 4 licenciements individuels, et des plans qui en annoncent d'autres : réduction des effectifs (par exemple 2 élingueurs au lieu de 3, au hall 1) institution prévue des cadences là où elles n'existent pas encore (comme au bobinage), suppression envisagée de certains secteurs de l'usine (condensateurs, chargeurs de prise)...

Face au licenciement d'un travailleur combatif, qu'ont fait nos sections syndicales ? Alors que la CFDT appelait à un débrayage, indispensable, mais minoritaire, la CGT n'a rien fait. Pourquoi la décision a-t-elle été prise sans les syndiqués ? Pourquoi n'y a-t-il pas eu la moindre explication ?

Les gens du PCF qui sont majoritaires au sein de la direction CGT prétendent «défendre les travailleurs et les libertés». Mais qu'ont-ils fait pour défendre les syndicalistes et les soldats emprisonnés ? Que font-ils pour défendre les travailleurs combatifs licenciés, dans la boîte. Ces travailleurs sont-ils aussi des «provocateurs» ? Au lieu de défendre les intérêts des travailleurs, la direction CGT défend les intérêts du PCF. Cette attitude ne doit pas démobiliser les travailleurs, imposons la démocratie syndicale !

Corr. Alsthom (St Ouen)

Rivière Casalis (Orléans) : succès du gala de soutien !

Quelles que soient les manœuvres des réformistes au sein des unions locales des syndicats, l'unité de la classe ouvrière autour des usines en lutte, ça existe ! On a encore pu le voir samedi soir au cours de la fête de solidarité organisée par les grévistes de Rivière. Tirant le bilan du gala d'Orlane, ceux de Rivière ont su mettre l'accent sur l'explication de leur lutte et sur l'unité Français-Immigrés, marquée par l'Internationale reprise par les 250 personnes présentes ! La présence des travailleurs de nombreuses usines a permis bien des discussions sur la grève elle-même, mais aussi sur la récente assemblée générale de la CFDT.

Bilan positif donc pour les grévistes, à la veille de leur troisième semaine de lutte, qui sera décisive ! En effet beaucoup pensent que le patron ne pourra plus tenir longtemps et que de réelles négociations (sans le «syndicat» autonome) pourraient se tenir. Il importe que la force des grévistes se manifeste et le gala est un pas dans ce sens.

Correspondant Orléans

le nouvel hôpital de Reims inauguré par la répression !

Lundi 26, pour la visite du ministre S. Veil, environ 800 personnes de toutes les catégories de personnel (ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps) ont manifesté lundi et débrayé deux heures à l'appel des syndicats CGT et CFDT. Le personnel s'est vu interdire l'entrée de son hôpital par plusieurs escadrons de CRS, qui les ont repoussés violemment. Le personnel ne s'est pas laissé museler et a franchi en force les barrières de CRS. C'est aux cris de *«Augmentation des effectifs, amélioration des conditions de travail, 250 F pour tous, 13ème mois, des crédits pour les hôpitaux, non à la répression»* que le cortège officiel et Veil ont été accueillis.

Les élèves des différentes écoles hospitalières ont manifesté pour la première fois au coude à coude avec le personnel. Pour beaucoup de participants, l'accueil par les CRS a montré le vrai visage d'un pouvoir qui se dit «libéral». L'intimidation policière n'a fait qu'éveiller la conscience des travailleurs à la nécessité de s'engager dans la lutte pour l'amélioration des conditions de travail et la santé des travailleurs.

Correspondance : hospitaliers de Reims

VALLOUREC (Noisy-le-Sec)

"ÇA BOUGE DANS TOUT LE TRUST"

Alors l'exploitation quotidienne pour relancer un secteur que la bourgeoisie trouve rentable, y'en avait marre ! C'est à l'usine de Noisy-le-Sec que la grève est partie. Le 8, c'est la réunion des délégués du personnel, la direction à nouveau refuse de satisfaire quoi que ce soit. Alors la CGT et la CFDT claquent la porte, puis le lendemain, on ira chercher le patron pour qu'il s'explique en assemblée générale. Là, il dira «que tout a été fait pour l'emploi et les salaires». Des puissants sifflets le feront partir. Le 12, à l'assemblée générale, on veut : les 40 H, les 200 F, le 13e mois, c'est la grève !

Vallourec ? Un grand capitaliste : 17 000 travailleurs, 4,4 milliards de chiffre d'affaires en 75, trente filiales. Vallourec, (dont 60 % des actions sont détenues par le Holding Denain Nord-Est Longwy, qui contrôle Usinor) est spécialisé dans la fabrication de tubes pour les pipelines, les canalisations de gaz, et aussi pour le nucléaire (dont il va avoir le monopole très bientôt). Bref, on a affaire à un trust qui marche, un secteur que la bourgeoisie, dans son plan de restructuration, a décidé de privilégier : 170 millions de francs d'investissements ont été réalisés en 75. Mais ce que la bourgeoisie voudrait cacher et ce que montre Vallourec, c'est ce que signifie concrètement aujourd'hui pour les travailleurs, la relance de l'économie capitaliste, l'«expansion» que la bourgeoisie favorise actuellement dans certains secteurs. Car l'expansion de Vallourec s'est faite avec 320 licenciements en 75, 8 jours de chômage technique à Noël, faisant suite «aux vacances avancées» de 8 jours en juillet. L'expansion de Vallourec s'est faite au mépris de la vie des travailleurs : tout le monde ici se souvient du camarade mort électrocuté en 72. Quant aux conditions de travail, certains travailleurs ont une perte d'audition de 30 %, à cause du bruit infernal qui règne notamment dans l'atelier «galvanisation», bruit tellement fort qu'aucun appareil classique n'est assez puissant pour mesurer son intensité !

LE DÉBAT SUR LES FORMES DE LUTTE

On débat alors des formes de lutte : comment faire reculer Vallourec ? La section CGT propose des grèves tournantes, la CFDT, des grèves de 24 H reconductibles. C'est la 2e proposition qui est votée.

«Les grèves tournantes ne sont pas efficaces, car la direction peut sortir ses tubes. Et c'est justement ce qu'il faut empêcher, car c'est son point faible : pour janvier, il y a des commandes de petits tubes». «Les mouvements tournants, ça divise, chacun part à son tour». Le 13, la CGT se rallie et les deux sections appellent à la grève de 24 H reconductible. Le 16, on appelle à la grève totale. Là encore, on discute, et ces décisions prises démocratiquement sont un facteur important pour l'unité de tous les travailleurs.

LA GRÈVE S'ORGANISE

C'est parti ! On installe un piquet de grève et par équipes, on fait connaître la lutte sur le marché, dans les usines.

Vendredi, une journée d'action est organisée dans tout le trust : une manifestation a lieu dans Noisy-le-Sec, regroupant les travailleurs, les lycéens qui n'iront pas en cours, les retraités. Dans les différentes usines du trust (Aulnay, Lyon, Bessèges, etc...), on débraye. Mais devant ces 15 premiers jours de lutte, la direction prend peur : les débrayages de solidarité dans tout le trust, le fait qu'une deuxième usine (Hautmont) soit en lutte, sont les premiers pas vers une lutte d'ensemble et cela la direction ne peut l'admettre. Alors elle tente de casser la grève.

CONTRE LA RÉPRESSION DÉFENDONS NOS USINES

A Hautmont, sous la protection des CRS, la direction fait déménager 600 tonnes de tubes, dans la nuit du 17 au 18. Le 20, à Noisy-le-Sec, elle fait charger 20 tonnes de tubes. C'est la riposte par le piquet qui bloque le camion. Ici, on montre qu'on n'est pas prêt à laisser la bourgeoisie remettre en cause et casser nos grèves. La direction menace d'appeler les flics, mais le camion est gardé toute la nuit et le lendemain, la direction recule : le camion repart vide. Alors, on durcit les positions, le piquet occasionnel devient permanent.

Répression, mais aussi chantage financier : la direction décide de retirer les heures de grève du salaire de février. Alors, là aussi, on engage la riposte de deux façons : et d'une en collectant et rien que sur le marché de Noisy-le-Sec, on récolte 800 000 F en quelques heures ! De l'autre, les sections syndicales montrent que ce n'est pas le moment d'arrêter en s'appuyant pour cela sur les premières actions qui ont eu lieu dans le trust : *«Déjà, ça bouge, ça s'ébranle sérieusement* (dans le trust) *et tous les espoirs sont permis».*

«Vallourec n'est pas un colosse inébranlable». Mais il faut débattre encore avec les travailleurs des moyens supplémentaires à se donner, car des questions se posent...

Pour l'immédiat, on discute d'une marche sur Paris, jeudi, regroupant les 17 usines.

Richard FEUILLET

(à suivre)

PAYSANS EN LUTTE

CAEN

6000 PAYSANS EN COLERE

Les paysans de Basse-Normandie, à l'appel de la Fédération régionale des syndicats des exploitants agricoles et du Centre départemental des jeunes agriculteurs, n'ont pas attendu la journée nationale d'action, fixée le 17 février ! Hier, environ 6 000 paysans étaient venus de la Manche, de l'Orne et du Calvados. Ces paysans normands ont pris les devants pour protester contre les propositions de prix formulées à Bruxelles, à propos du prix du lait.

Cette manifestation a montré leur colère : ils refusent l'aumone de la bourgeoisie. En effet, on leur propose une augmentation du lait de 0,6 %. D'autre part, c'est à la mi-février que les neuf devront fixer les prix des denrées agricoles qui déterminent le revenu des agriculteurs qui ne fait que baisser. Ils font des semaines de 80 heures avec à peine le SMIC :

—«Ils se foutent de nous, ils nous paient le lait en moyenne 70 centimes, nous on veut qu'il soit à 1 F, c'est intolérable».

—«Nos revenus ont baissé de 10,2 % en deux ans, on est aux mains du Crédit Agricole».

Un jeune du mouvement Paysans-Travailleurs : *«On en a marre, pour nous c'est le chômage, 50% de nos familles travaillent en ville».*

—«Il faut absolument que les ouvriers et les paysans s'y mettent ensemble, les jeunes sont de cet avis, mais pour convaincre ceux qui ont dépassé la quarantaine, il faudra des explications politiques sérieuses».

Toute cette révolte devait éclater en plein centre de la ville, devant les 600 CRS : les projectiles volaient ! Poteaux et feux rouges ont été arrachés, les CRS ont chargé. Il y a eu environ deux heures d'affrontements. Le bilan : 7 blessés dont 5 CRS et 2 manifestants ; un blessé grave de part et d'autre...

Vers la fin de la manifestation, les paysans ont fait un grand feu avec de vieux pneus et il y a eu de nouveaux affrontements, les paysans empêchant les pompiers d'éteindre le feu.

—«Le 17 février, on viendra avec des tracteurs, des pelles et des pioches, ils nous verront, nous les paysans !»

Correspondant local

POLITIQUE

LIÉVIN : DARRAS CONTRE LES MINEURS

27 décembre 74, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 de Liévin. 27 décembre 75, une stèle à la mémoire des 42 était érigée à Liévin. Aujourd'hui, le maire «socialiste» de la ville M. Darras estime que cette stèle «crée un trouble manifeste» et entame des poursuites pour la faire retirer, et faire condamner ceux qui en ont pris l'initiative. Le mineur qui nous a transmis cette nouvelle nous a déclaré :

«Je parle au nom des camarades mineurs qui étaient présents lors de la pose de la stèle et je suis bouleversé et très outré par les manœuvres et l'impudence de Monsieur Darras qui démontre encore une fois qu'il a le cul assis entre deux chaises et maintenant il n'hésite plus à s'attaquer même à un monument funéraire. Mais les mineurs de Liévin sont prêts à la riposte».

Suite de l'assassinat du juge Renaud

VIDAL : UN GANGSTER BIEN SÛR DE LUI

Le quotidien de la région de Lyon, «Le Progrès» serait-il inquiet à ce point des menaces d'un truand ? On pourrait se le demander devant le silence qu'il observe à propos des suites de l'assassinat du juge Renaud, alors que c'est ce même journal qui, à la suite d'un entretien avec le préfet de police Chaix, avait révélé que l'identité des meurtriers du juge était connue de la police. Aucun nom n'avait été donné, si ce n'est que ces individus seraient installés dans le quartier de Vaise, qu'ils auraient de 28 à 34 ans, et que leur prénom seraient Henri, Jean et René...

Certains mauvais esprits, dont nous avons rapporté les réflexions hier, avaient établi un lien entre cette affaire et la suite de scandales qui avaient éclaté à Lyon, avec le hold-up de Strasbourg, et même avec ce parti de la majorité qui s'appelle aujourd'hui UDR. Le gangster Edmond Vidal, considéré comme le chef du «gang» des lyonnais s'en est ému.

Ce gangster, aujourd'hui en prison, est défendu par les avocats Soulié et... Ambre. Rappelons que Ambre avait été le défenseur du député UDR Charret, alors accusé de corruption, et est le défenseur choisi par les truands qui se sont sentis visés par les révélations du Progrès... Pour en revenir à Edmond Vidal, et son compère Gandebœuf, ces messieurs ont profité de la notification de leur inculpation par le juge Riveslange dans les hold-up de Lens, Valenciennes, Feurs et Chalons-sur-Saône pour faire savoir qu'ils n'avaient rien à voir avec le hold-up de Strasbourg, ni avec l'exécution du juge Renaud. Le juge Renaud, qui avait commencé à rassembler un important dossier sur le «gang des Lyonnais» et ses liens avec les divers services parallèles gaullistes n'est plus là pour les contredire. Quant au juge Pizzeta, chargé du dossier de son défunt collègue, il ne semble pas très chaud pour donner quelque précision que ce soit. Ce n'est certainement pas étranger à l'assurance qu'affiche Vidal, qui se permettait de dire que «dans ce genre d'affaire, les exécuteurs recevaient leur salaire à coup de calibre», et que, puisque les choses se passaient ainsi, «il allait faire son enquête personnelle». Du fond de la prison de la Talaudière... Ce n'est pas la première fois que Vidal fait preuve d'une telle assurance. Interrogé par un juge d'instruction à propos de ses exploits «à main armée», il se permettait de signaler au juge que tout le dossier était déjà en sa possession, et qu'il n'y avait qu'à en référer à ses protecteurs haut placés.

Décidément, de ces eaux troubles de la politique à la sauce bourgeoise, une seule chose ressort clairement : les état-majors des partis bourgeois commencent à beaucoup s'agiter en prévision des élections municipales, et comme cela s'était produit à chacune des élections précédentes, le «rééquilibrage» de la majorité passe par l'exhumation de quelque affaire particulièrement malodorante des dessous de l'adversaire.

Eric BREHAT

Poniatowski mobilise ses lieutenants

Poniatowski a réuni Place Bauveau à Paris 14 préfets des départements «particulièrement visés par la criminalité». Au cours de cette réunion, il a été discuté des moyens d'une répression plus efficace. Poniatowski a demandé à ses hommes une plus grande sévérité pour enrayer la criminalité. D'après les statistiques de la police il n'y a pas eu en 75 d'augmentation de la criminalité, certains délits ont diminué notamment la prise d'otages, par contre il y a augmentation de la criminalité en col blanc : fraudes, escroqueries, carambouilles... Les mesures prévues sont le renforcement de la surveillance policière (ilôtage, opération coup de poing, augmentation des effectifs) et une meilleure coordination des services de police.

Poniatowski a également demandé l'expulsion automatique de criminels étrangers. On ne voit pas comment de telles mesures pourront empêcher les escrocs de nuire, par contre on voit bien l'utilisation qui peut être faite du renforcement de la police contre les militants syndicaux et révolutionnaires comme on a pu le constater à propos des actions engagées par la Cour de Sûreté de l'Etat.

Soixante-huit policiers ont été décorés hier dans l'Ordre du Mérite National par Poniatowski. Parmi eux : N'Guyen Van Loc, le chef de la brigade anti-gang de Marseille qui a déjà à son actif deux preneurs d'otages abattus et Monatte, ancien secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police, qui part en retraite. Apparemment Poniatowski est satisfait des états de service de Monatte, il n'a pas eu à se plaindre de son syndicat. Malgré quelques petites manifestations de mauvaise humeur pour des augmentations de soldes, le syndicat autonome de la police n'a jamais rechigné à matraquer, c'est ce dévouement à la cause des patrons et du gouvernement que Poniatowski a voulu récompenser, les sympathies de Monatte pour le PS ne l'ont pas dérangé.

INTERNATIONAL

ANGOLA
L'INTERVENTION SUD-AFRICAINE EN QUESTION

Au cours des débats du parlement raciste sud-africain, le ministre de la défense a déclaré :* «Nous sommes actuellement dans la région frontière en vue de défendre les frontières et les intérêts dont nous sommes responsables, jusqu'à ce que nous recevions de véritables garanties». *De nombreux commentateurs y voient la preuve que l'Afrique du Sud cesserait de participer aux combats sur le front sud en Angola, pour se consacrer à la «défense» (par l'occupation), d'une frontière qui, au demeurant, n'est pas la sienne, mais celle de la Namibie.

Samedi déjà, ce même ministre, Pietr Botha, avait affirmé : *«l'engagement de l'afrique du Sud en Angola est partie intégrante de l'engagement du monde libre, mais nous ne sommes pas disposés à nous battre seuls en lieu et place des autres».* C'est une reconnaissance implicite du fait que, d'une part, les troupes sud-africaines ont participé à *«d'autres combats»*. c'est à dire sont intervenues directement dans la guerre angolaise, et d'autre part, qu'elles l'ont fait en liaison avec le «monde libre», c'est à dire les Etats-Unis, la France et d'autres puissances occidentales.

UNE TENTATIVE DE MARCHANDAGE

Cette intervention pose aujourd'hui de sérieux problèmes à ceux-là mêmes qui ont été ses initiateurs, ainsi qu'à ceux qui en ont bénéficié. Ce n'est pas, en effet, de Pretoria, mais bien de Washington, que sont parvenus les premiers bruits concernant un «retrait» des troupes sud-africaines. C'est qu'en Afrique, le régime sud-africain est aujourd'hui ce qui est le plus directement haï des masses. Les prises de position d'un certain nombre de pays africains, plus prudents voici quelques mois, en faveur du gouvernement mis en place par le MPLA, ne sont certainement pas étrangères à cette intervention des racistes d'Afrique du sud. L'UNITA elle-même, au côté de qui les forces racistes sont intervenues le plus massivement, en vient à dénoncer la prétention du régime de Pretoria à être «reconnu» par les pays africains qui s'opposent à la prise du pouvoir exclusive par le MPLA.

UNE INTERVENTION COMPROMETTANTE

On peut douter, cependant, que le retrait des troupes sud-africaines vers la frontière soit effectif. En effet, jeudi dernier encore, plusieurs centaines de soldats de deux régiments du Transvaal s'embarquaient à destination de Bloemfontein, où ils devaient subir un entraînement préparatoire à leur entrée en action sur le territoire angolais.

Il serait d'autre part étonnant que le soutien de troupes fortement équipées et entraînées pour une guerre moderne soit enlevé à l'UNITA au moment où celle-ci subit le poids de l'offensive du MPLA et des forces cubaines, après l'effondrement du FNLA sur le front nord : des revers militaires graves de ce mouvement placeraient en effet les Etats-Unis et leurs alliés dans la région - au premier rang desquels l'Afrique du Sud - dans une position intenable pour négocier sur un rapport de forces acceptable pour eux.

Il semble donc que l'objectif essentiel, au-delà de la démogagie sur ce «retrait» vers le sud de l'armée de Pretoria, soit de contraindre l'URSS à accepter un marché : *«retrait des cubains contre retrait des sud-africains»*, préparatoire à une formule de gouvernement de colation MPLA-UNITA. La visite à Luanda de l'américain Mark Moran, dépêché officiellement par un sénateur US, cache selon toute vraisemblance la volonté de l'impérialisme US de nouer des relations avec le MPLA pour entamer une éventuelle négociation.

Face à cette intervention «honteuse», qui n'ose pas dire son nom, l'URSS a certainement bénéficié, de son côté, du passé anti-impérialiste de Fidel Castro, qui constitue une excellente couverture à l'intervention des troupes cubaines. L'attitude de Brejnev lors du dernier voyage de Kissinger a montré qu'il n'était pas prêt à renoncer aisément à cet avantage. Les calculs de Washington et de Pretoria pourraient bien en souffrir.

Jean LERMET

Une patrouille sud-africaine en Angola, près de Ruacona.

élections des présidents de conseils régionaux

Les élections aux présidences des conseils régionaux se poursuivent, et sont l'occasion de sombres tractations entre politiciens de formations différentes ou à l'intérieur d'un même groupe. C'est Baur qui a été élu à la présidence du conseil régional de Picardie, malgré l'opposition du député UDR Bignon. Après la Lorraine où Servan Schreiber avait été élu contre un UDR, la confrontation à l'intérieur de la majorité présidentielle tourne une nouvelle fois au désavantage de l'UDR, Baur étant «démocrate socialiste» : groupuscule dissident du PS, membre de la majorité giscardienne. En Auvergne, c'est Morellon (Républicain Indépendant) qui a été réélu.

Autres élus , Chaban Delmas (UDR) en Aquitaine,
Bord (UDR) en Alsace,
Mauroy (PS) dans le Nord.

GALA DE SOUTIEN AUX SOLDATS ET MILITANTS EMPRISONNÉS ET INCULPÉS

JEUDI 29 JANVIER - 20 H
MUTUALITE - 24 RUE St VICTOR, PARIS 5e
(métro Maubert Mutualité)

avec Joan-Pau Verdier
La troupe Z
Lord Free
Mass Devia...
Projection du film : «les sentiers de la gloire» de Stanley Kubrick

LA VIE DU JOURNAL

DANS NOTRE COURRIER

DEVENEZ CORRESPONDANT DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Envoyez chaque jour, vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au :
208 65 61 Paris de 8 H 30 à 13 H

A propos des articles sur Chou En-Laï

Abonnée depuis peu au Quotidien, je vous écris pour vous faire une critique au sujet d'un article, paru le 20 janvier 1976, dans le N° 88. Il s'agit de l'article concernant «le témoignage d'un lecteur» sur la mort de Chou En Laï. J'ai été vraiment surprise de cet article qui mettait en avant le «culte de la personnalité» en montrant que chou En Laï était presque un dieu pour le peuple chinois. Je trouve que cet article n'avait pas de place dans le journal, car il pouvait faire croire, comme c'est très répandu, qu'en Chine, les masses sont menées par des dirigeants sans avoir à prendre de décisions personnelles.

Je pense donc qu'il n'est pas bon de publier cet article.

C.J. POITIERS

Le principe des dossiers est bon. Celui sur Chou en Laï, il y avait d'autres choses à dire, par exemple insister sur la ligne politique qui continue, mettre en l'air la théorie des héros, Ho Chi Minh est mort, mais la ligne politique des vietnamiens est la même. Ce ne sont pas les héros qui font l'histoire. C'est le peuple.

A. M. Amiens

Ce témoignage d'un lecteur que tu incrimines n'est-il pas aussi un hommage au peuple chinois et à sa lutte ?

Avait-elle tort cette lectrice de Baillargues de nous écrire, après avoir vu le reportage à la télé d'écrire par exemple : *«La douleur du peuple chinois était poignante et édifiante. Les larmes des enfants étaient un gage d'espoir pour ceux qui aiment ce peuple et son histoire»*. Rendre hommage à l'homme qui a su incarner la lutte de son peuple, est-ce avoir le culte du héros ? En fait, le vrai problème n'est pas là.

Les questions posées sur l'avenir de la Chine après Chou En Laï ou après Mao Tsé Toung montrent que nos explications n'ont pas été complètes. Et nous pensons qu'il ne suffisait peut-être pas, comme le suggère le camarade d'Amiens, de rappeler l'exemple du Vietnam pour répondre aux interrogations des travailleurs à ce sujet. Aujourd'hui, c'est le degré de conscience inégalé qui existe chez le peuple chinois d'un danger toujours possible de retour au capitalisme, et les moyens qu'il se donne, sous la direction de son Parti, chaque jour pour l'empêcher, qui est la meilleure garantie de l'avenir de ce pays.

«Que faire le mercredi»

Un petit mot au sujet de l'article dans le Quotidien du peule de mercredi dernier : ... Vous terminez l'article d'un air de dire : «C'est bien mais ce n'est pas ce qu'il faut faire...» Apprendre à nos enfants à s'exprimer, à faire du spectacle, c'est aussi les aider à penser tout seuls, à développer l'art populaire... Il ne suffit pas, bien sûr, de ne compter que sur les moyens d'expression, il faut y allier un contenu de classe. C'est certainement ce que vous pensez. Mais il faut se mettre à la place du lecteur. Le débat n'a pas été présenté clairement, ainsi, dans l'article, il en résulte une conclusion qui paraît sauter à pieds joints sur le débat.

O. de PARIS

Il est clair que la fin de l'article n'était pas satisfaisante. Pour progresser ensemble, il faut se poser les questions que les parents se posent, que les enfants se posent, voir en quoi l'expérience de la Cartoucherie pouvait y répondre ; et c'est vrai que ce n'était pas la démarche de la fin de l'article. Savoir ouvrir le débat, c'est une tâche que s'est fixé le Quotidien du Peuple, et les lecteurs doivent nous y aider.

Th. VERNET

Entendu à la radio

Vendredi 23/01/76, au journal de 13 h, André Arnaud, sous couvert de «faire une information complète sur la secte des Moon» interviewait des parents «heureux de l'adhésion de leur fils à la secte».

Le père occupe une belle place à la Chambre de Commerce de sa ville. La mère: «Mon fils traversait une période sombre à 20 ans, depuis les années 68. Il ne disait plus rien, il était renfermé. Ça a duré jusqu'en 71. Puis il les a rencontrés après avoir lu un de leurs tracts. Et il a été transformé (...) Maintenant, il est ouvert, souriant, très attaché à la famille. Non, il ne travaille pas. Il a 27 ans, il fait une tournée de conférences aux USA. Il est heureux. Il nous téléphone régulièrement. Il nous a téléphoné deux fois en décembre».

Et A. Arnaud de clore cette interview édifiante en précisant que les Moon sont actuellement à peu près 3 millions dans le monde entier. Rien n'est dit sur le sujet des réunions et des conférences, sur l'argent que touche (et dépense) ce jeune homme de 27 ans, rien sur le passé de Moon...

Bravo au Quotidien du Peuple d'avoir fourni les éléments d'appréciation sur ce fasciste de Moon.

Après plusieurs émissions à ce sujet, ce jeudi matin, à l'émission d'Anne Gaillard un soi-disant débat en direct avec des lycéens, avec la participation d'Olivenstein, psychiatre, grand spécialiste.

Malheur à cet interlocuteur de Marseille qui a osé incriminer le système, largement ovationné par les lycéens qui l'entouraient.

Anne Gaillard, comme une furie fasciste, l'a accusé (il fallait entendre le ton) de faire de la politique de gauche, de tout globaliser, de se servir d'une émission d'information pour faire de la propagande de gauche. Elle a coupé court et quand elle a dit que, dans cette émission, on avait la liberté de s'exprimer, les lycéens ont hué violemment, alors elle s'est écriée : «De quoi vous plaignez-vous, on vous a laissé parler, je vous dis «vous avez tort»». *Le professeur Olivenstein est venu lui prêter main forte en défendant violemment l'idée que lui* «ni de gauche, ni de droite» *trouvait malhonnête d'essayer de donner une explication politique à un problème* «infiniment plus complexe» *qui vient de la petite enfance et qui traduit que* «ça» *ne va pas au niveau affectif chez les hommes et les femmes.*

Qu'en pensent les jeunes, qu'en pense l'UCJR. Exprimez-vous à ce sujet.

VIE QUOTIDIENNE

C'est pour eux que nous voulons un meilleur demain...

Nous sommes une famille d'Hem qui avons bien des problèmes. Nous avons cinq enfants âgés de 11 à 3 ans.

Le papa est souvent malade. Au mois d'octobre 74, il a subi un grave accident de la circulation et a été hospitalisé trois mois. Au point de vue soins, nous avons été très contents, sauf à la troisième opération où l'anesthésie trop forte a brûlé les yeux de mon mari, qui a été paniqué, ainsi que moi-même, pendant deux jours. Heureusement tout s'est arrangé par la suite. Nous n'avons pas été très satisfaits du personnel de salle qui n'est pas très humanitaire. Le personnel soignant dans son ensemble est en général très compétent et consciencieux, mais n'a pas le temps nécessaire pour se pencher sur chaque malade et chaque cas car ils sont trop nombreux et ledit personnel en trop petit nombre, ce qui est une lacune. Les relations entre médecins et malades ne sont pas très bonnes.

Nous avons des dettes et sommes mis en tutelle d'office depuis une petite année. Nous ne sommes pas d'accord (encore aujourd'hui) sur cette mesure mais sommes bien obligés de l'accepter, une tutelle dure au minimum 3 ans. Actuellement, la tutrice nous donne de 250 f à 300 F par semaine pour vivre, c'est-à-dire pour se chauffer, se nourrir, se vêtir, à sept personnes, cela n'est pas énorme.

Actuellement mon mari est en maladie depuis le 10 octobre 75 et n'aperçu que 76 F, une fois, et une deuxième feuille de 120 F, à raison de 15,22 F par jour. Il y a eu litige avec son dossier qui a traîné de service en service, enfin la situation se régularise actuellement.

Nous avons une assistante sociale qui a beaucoup de belles paroles, qui nous fait la morale, mais ne sait pas concrétiser ses promesses ou ses leçons de morale.

Pour l'avenir, nous allons nous en sortir, nous le voulons, la lutte est dure, il y aura encore bien des sacrifices à faire et après nous, il y a nos enfants, c'est l'espoir, c'est l'avenir, c'est pour eux que nous voulons un meilleur demain.

SOUTIEN FINANCIER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

je donne 10 F 50 F 100 F F

Nom .....
Profession .....
Adresse .....
Envoyer à :
Le Quotidien du Peuple BP 225 75 924 PARIS Cédex 19
CCP 23 132 48 F PARIS

FRONT ROUGE
Organe Central du Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

N° 3 - nouvelle série

est paru

Le numéro : 5 F (+ port)

Au sommaire :
- La ligne de masse
- Les marxistes-léninistes et l'armée
- La conférence Nord-Sud

Passez vos commandes

Front Rouge BP 161 -75 864 Paris Cedex 18
CCP - 31 191 14 La Source

POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ACHETEZ-LE CHAQUE JOUR DANS LE MÊME KIOSQUE

Le Quotidien du Peuple
publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

communiqués

CAVAILLON

MERCREDI 28 JANVIER
21 h 00

Au centre d'animation de la Maison des Jeunes et de la Culture de Cavaillon, dans le Vaucluse, exposition-photos sur la situation au Proche-Orient, projection du film «Kafr Kassem» (la vie quotidienne du village de Kafr Kassem, en Palestine occupée, à la veille de l'agression tripartite France-Angleterre-Israël, le massacre des habitants perpétré par les sionistes, la montée de la conscience palestinienne actuelle par rapport au nationalisme arabe traditionnel).

La séance est animé par deux Vauclusiens, de retour du Liban, qui animeront le débat.

JE M'ABONNE

250 F	1 AN	80 F	3 MOIS
150 F	6 MOIS	30 F	1 MOIS

Nom.....
Profession.....
Adresse.....

Envoyez à :
le Quotidien du Peuple
BP 225
75 924 Paris Cédex 19
CCP 23 132 48 F Paris

ENFANTS

«LA FLÛTE A SIX SCHTROUMPFS»

A QUOI SERVENT LES SCHTROUMPFS ?

Les enfants, même petits, aimeront ce dessin animé de qualité, de Peyo, (l'auteur des bandes dessinées des Schtroumpfs), dont il comprendront facilement l'histoire.

Nous voilà partis au Moyen-Age, le jeune Pirlouit, bon enfant un peu espiègle, se trouve en possession d'une flûte enchantée... qui a la caractéristique... d'obliger tous ceux qui l'entendent à danser, puis de les endormir. Vous rirez : adieu la pudibonderie : la rébarbative dame Barbe, grande dame de la cour, soulève ses longues jupes, et montre ses jambes maigres ; adieu la discipline.. les sérieux soldats sont envoûtés et interrompent leur tour de garde... adieu, l'autorité... le roi lui-même, se met à danser.. C'est la subversion par la musique ! Mais suffit-il d'une flûte, même enchantée, pour transformer le monde ?

Voici qu'un «méchant», le sieur Torchesac, arrive à s'emparer de la flûte... Que faire ? L'enchanteur Omnibus donne la solution : Ce sont les schtroumpfs qui ont fabriqué cette flûte ; c'est eux qu'il faut consulter. Par des moyens magiques, Pirlouit et Johan se retrouvent au pays des schtroumpfs.

Les schtroumpfs ? Ces petits bonshommes bleus, qui sont bien connus, avec leur langage schtroumpf, que les enfants s'approprient avec joie, ont la particularité d'être un peuple heureux, qui vit au milieu d'une nature bienveillante, dans des petites maisons en forme de champignons. Ils se ressemblent tous. Seul, leur caractère les distingue : l'un est grognon, l'autre bavard, l'autre paresseux... Cependant, ils s'acceptent comme ils sont... chacun joue son rôle. Ce petit monde fonctionne sans problème... Ici, tous sont égaux, tout en obéissant à leur grand chef, le grand schtroumpf, à la barbe blanche. Ce sont des «gentils», qui rendent toujours service aux «gentils», et c'est pour cela qu'ils sont si sympathiques aux enfants, si rassurants. Mais une société pareille est-elle possible ? est-elle même souhaitable ? Un monde sans travail, sans luttes, un monde sans histoire, mais aussi sans devenir, où les êtres sont à jamais fixés, avec leur âge plutôt enfantin, avec leurs défauts qui ne disparaîtront jamais, et leurs qualités qui ne se développeront pas, sous l'autorité de leur indispensable chef ?

Les schtroumpfs proposent de fabriquer une autre flûte enchantée. Revenus sur terre, avec leur nouvelle flûte, Pirlouit et Johan retrouvent enfin Torchesac. Les deux flûtistes, face à face, se mettent à jouer.. Qui gagnera ? Bien sûr, c'est Pirlouit. Tout est bien qui finit bien, les «gentils sont les vainqueurs». Il reste deux flûtes ? Les schtroumpfs les retirent de la circulation, parce qu'elles sont plus nuisibles qu'utiles.

Les enfants aiment bien ce film... Mais quelle image du monde leur donne-t-il ? L'image figée, où le seul changement possible provient de la magie ; un monde où existe «quelque part» un peuple soi-disant idéal, les schtroumpfs, en dehors de la production, de l'exploitation de la lutte de classe, un monde où il y a des «méchants» et des «gentils», sans aucun rapport avec leur place dans la société ; un monde où ce n'est pas la force qui fait la loi, mais où les «petits», (les schtroumpfs), gentils, habiles et intelligents parce que «petits», ont pour une fois raison des adultes (les hommes).

Ce film, comme beaucoup d'autres types de distraction dans notre société, distrait les enfants en les faisant s'évader dans un monde imaginaire, où les contradictions naissent et se résolvent par enchantement, où les enfants, si opprimés dans notre société, peuvent avoir peut-être un instant l'illusion d'avoir la meilleure place, mais d'où ils sortent peut-être encore plus désarmés pour affronter la réalité de leur vie quotidienne.

Thérèse VERNET.

ENFANTS

Enfants : que faire le mercredi ? Que le Quotidien du Peuple serve à ce que les expériences s'échangent, et que la réflexion progresse. Et vous, les enfants, que voulez-vous trouver dans le Quotidien le mercredi ?

TÉLÉVISION

Tribune CFDT sur les conditions de travail

Ce qu'on n'a pas vu hier soir

Hier soir, la télé «donnait» un quart d'heure à la CFDT, pour parler des conditions de travail ! Un quart d'heure pour passer en revue un mineur, un chimiste, un chauffeur routier, un ouvrier travaillant devant un four, un employé de bureau (des Assurances du Groupe de Paris). Précisément, aux Assurances du Groupe de Paris, cette émission a soulevé de nombreuses oppositions. On voulait que les filles «parlent» de la lutte, mais plusieurs ont refusé de le faire superficiellement, formellement, comme ça c'est passé en fin de compte. Ce que vous n'avez pas pu voir hier soir, des travailleurs des AGP le décrivent aujourd'hui.

Le gars qui a parlé pour la Paternelle, (alors que la boîte emploie principalement des femmes !), s'est borné à faire une brève allusion à la grève, sans parler des conditions de travail, qui étaient pourtant l'objet de l'émission.

On pourrait rappeler, à ce sujet, que la grève aux AGP, (qui a duré 7 semaines) portait sur les conditions de travail et de discipline faites aux dactylos du Pool-dactylographique : interdiction de parler, de fumer, minutage pour les toilettes, tenue... Elles demandaient justement la suppression d'une prime de rendement, (variant de 0 à 150 %).

LE TRAVAIL AUX AGP

Depuis le 1er janvier, la prime n'est plus calculée individuellement, pourtant, elle «taxe» les filles à rendement peu important, ou les «nouvelles». Elle n'a pas été incorporée dans le salaire et n'est pas versée en cas de maladie ou de congé.

Ou bien on remplit des imprimés, et on recopie des indications souvent mal écrites, le plus vite possible, avec des petits chefs sur le dos. Ou bien, si l'on est une «grande», c'est-à-dire si on travaille vite, on tape des lettres dictées sur disques souples, avec des écouteurs sur les oreilles. Bien que la loi interdise de faire ce travail 8 heures d'affilée, c'est bien souvent ce qui se passe (et quelquefois 9 heures, avec les horaires «personnalisés»).

Au pool-dactylo, les 130 filles sont réparties en cellules de travail, vitrées, par groupes de 6 à 8, plus un vérificateur, et les machines sont encore très bruyantes.

Dans ces conditions, c'est souvent les crises de nerfs, les dépressions nerveuses, les maux de tête et d'oreilles, des troubles visuels.

Après la grève, plusieurs travailleurs ont été licenciés, toujours sous des prétextes de rendement, et bien que les dactylos ne rendent plus leur fiche de contrôle journalière, la lutte contre le rendement n'est pas terminée !

Correspondant AGP

MERCREDI 28 JANVIER

TF 1

14 h 20 - feuilleton QUENTIN DURWARD.
17 h 05 - DESSINS ANIMÉS
18 h 15 - A LA BONNE HEURE
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE P. LES FEMMES
19 h 45 - LA VÉRITÉ TIENT A UN FIL feuilleton
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LE SILENCE DES ARMES film TV
22 h 10 - INDICATIONS Magazine médical.
23 h 10 - JOURNAL

A 2

18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARÈS DES ENFANTS
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - HOCKEY SUR GLACE
21 h 30 - C'EST A DIRE Sergio Leone
23 h 00 - JOURNAL

FR 3

19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE : Charles Hernu.
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX
20 h 30 - LA FILLE DU PUISATIER Pagnol 40
22 h 45 - JOURNAL

feuilleton

ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

d'Edgar SNOW

AUX ÉDITIONS STOCK

E. Snow est parvenu dans la zone libérée par l'Armée Rouge (appelée à ce moment-là «zone soviétique»), à An-tsai. Il apprend qu'il a échappé à des «bandits blancs» : milices organisées par les grands propriétaires fonciers chassés par les partisans et qui tentaient des incursions en zone libérée.

LES JEUNES PIONNIERS

Je dînai en compagnie d'une section du Service des Communications qui était stationnée dans la localité. (...)

Les aliments étaient servis - livrés serait le vrai mot - par deux garçons nonchalants qui portaient des uniformes trop grands pour eux de plusieurs tailles et des casquettes dont les larges visières se rabattaient continuellement devant leurs yeux. Ils me regardèrent d'abord d'un air revêche mais, après quelques minutes, je réussis à arracher un sourire amical de l'un d'eux. Enhardi par ce succès, je l'appelai comme il passait.

— Ouaih ! appelai-je, apportez-nous de l'eau fraîche.

Le jouvenceau fit comme si je n'existais pas. Un instant après j'essayai avec l'autre sans plus de succès.

Je remarquai alors que Li K'o-nong, chef de la Section des Communications, riait de moi derrière ses lunettes à verres épais. Il me tira par la manche. «Vous pouvez l'appeler «petit diable», conseilla-t-il, ou vous pouvez l'appeler «camarade», mais vous ne pouvez pas l'appeler ouaih ! Ici nous sommes tous des camarades. Ces garçons sont de jeunes Pionniers, ils sont ici parce que ce sont des révolutionnaires et qu'ils se sont portés volontaires pour nous aider. Ce ne sont pas des domestiques. Ce sont de futurs soldats rouges».

A ce moment précis arriva l'eau froide.

— Merci, dis-je en manière d'excuse, — camarade !

Le Jeune Pionnier me regarda hardiment. «Il n'y a pas de quoi, dit-il, on ne remercie pas un camarade pour si peu !»

Je n'avais encore jamais vu autant de dignité personnelle chez de jeunes chinois. Cette première rencontre était seulement le début d'une série de surprises que devaient me réserver les Jeunes Pionniers, car comme je pénétrais plus profondément dans les districts soviétiques, je devais découvrir en ces «petits diables rouges» aux joues rouges - allègres, gais, énergiques et loyaux - l'esprit vivant d'une surprenante croisade de la jeunesse.

Contrairement à l'attente d'E. Snow, Mao Tsé Toung n'est pas à An-trai. Mais dans les environs il y a... Chou En-laï.

AU QUARTIER GÉNÉRAL DE CHOU EN LAÏ

C'était une baraque blindée, entourée de beaucoup d'autres constructions identiques qu'habitaient des paysans nullement ébranlés de se trouver dans une zone de guerre et de voir le commandant rouge du Front oriental vivre parmi eux. Était-ce le secret de la popularité supposée de l'Armée Rouge chez les paysans, me demandai-je, que son habileté à s'installer aussi discrètement dans un district ? Le cantonnement de quelques troupes dans les alentours ne paraissait pas avoir dérangé le moins du monde la sérénité des campagnes.

Il n'y avait qu'une sentinelle en faction devant le logement de Chou En-laï, pour la tête de qui Tsiang Kaï-chek avait offert quatre-vingt mille yuan.

A l'intérieur, je constatai que la pièce était propre mais meublée de la façon la plus sommaire. Une moustiquaire suspendue au-dessus du *k'ang de torchis était le seul «luxe» visible. Deux coffres de fer reposaient au pied du k'ang et une petite table en bois servait de bureau.**

Lorsque la sentinelle m'annonça, Chou était courbé sur celle-ci, lisant des radiogrammes.

E. SNOW REÇOIT «CARTE BLANCHE»

— J'ai reçu des renseignements selon lesquels vous êtes un journaliste digne de confiance, ami du peuple chinois, et l'on peut se fier à vous pour dire la vérité, dit Chou. C'est tout ce que nous voulons savoir. Il nous importe peu que vous soyez communiste ou non. Nous ferons bon accueil à tout journaliste qui viendra voir les districts soviétiques. Ce n'est pas nous mais le Kouomintang qui l'empêche. Vous pourrez écrire sur tout ce que vous verrez et recevrez toute assistance pour étudier les districts soviétiques. (...)

Chou En-laï élabore un itinéraire de 92 jours.

— Voici ce que je recommande, dit-il, mais que vous suiviez ou non mon plan, c'est votre propre affaire. Je crois que vous trouverez ce voyage intéressant.

Mais quatre-vingt-douze jours ! Et près de la moitié dépensés rien qu'à voyager. Qu'y avait-il à voir ? Les districts rouges étaient-ils si étendus que cela ? Je ne dis rien, mais fis mes réserves mentales au sujet de l'itinéraire. En fait, je devais rester bien plus longtemps qu'il n'avait proposé, et partir à regret à cause du peu que j'avais vu.

(à suivre)

*** plate forme de maçonnerie servant de lit.**

INTERNATIONAL

le quotidien du peuple

ESPAGNE : INTERVIEW DE L'ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE DES TRAVAILLEURS

LE PEUPLE EST A L'OFFENSIVE

Les grèves qui sont en train de se dérouler en Espagne, et plus particulièrement la grève générale représentent une avance considérable dans le mouvement de masse, et le résultat d'un très long travail des révolutionnaires. Jusqu'à présent, il y avait eu des journées de grèves importantes, mais pas de grève générale aussi longue. Les camarades de l'Organisation Révolutionnaire des Travailleurs, qui ont participé activement à ces luttes, répondent à nos questions :

Quotidien du Peuple : Beaucoup de gens, dans la presse bourgeoise en particulier, parlent des mesures de «libéralisation»...?

R. : En premier lieu, l'attitude de la police dépend de l'importance que le gouvernement accorde à l'ennemi auquel il est confronté. Par exemple, le pouvoir tolère une conférence de presse ouverte du secrétaire du PSOE, mais il arrête les dirigeants ouvriers les plus actifs, au moment où ils essaient de coordonner les luttes, et dissout violemment les manifestations de rue.

LA PSEUDO-«LIBÉRALISATION» : UN INSTRUMENT DE DIVISION

L'objectif de l'oligarchie en ce moment, c'est de «recomposer» le fascisme, le masquer avec une nouvelle façade, avec quelques retouches. En voyant que le fascisme ne lui sert plus comme avant, ils sont obligés de faire des pas en arrière et s'en servent pour faire croire à la marche vers la liberté. Les gouvernements des pays qui ont des intérêts économiques en Espagne accréditent ces idées.

L'oligarchie a déjà obtenu, sans avoir fait le moindre changement dans ses lois, mais seulement par beaucoup de promesses, que certains secteurs démocrates-bourgeois parlent de «liberté» et de «démocratie», comme de quelque chose qu'ils vivraient déjà aujourd'hui. Mais surtout, ils ont obtenu quelque chose de beaucoup plus important : la division du mouvement anti-fasciste. La collaboration du révisionnisme dans ce domaine a été très importante.

Il y a déjà longtemps que le parti révisionniste a introduit dans les masses les idées de réconciliation des classes, l'idée selon laquelle l'oligarchie veut la démocratie a pris de la force parmi les classes hésitantes, la petite bourgeoisie en particulier.

LA CARACTÉRISATION DU RÉVISIONNISME DANS LA PÉRIODE ACTUELLE

Dans la classe ouvrière, les influences des positions révisionnistes sont en train d'être clairement balayées dans la mesure où ces positions s'affrontent quotidiennement dans la pratique aux positions révolutionnaires, dans les réunions, dans les assemblées d'usine et même au sein des commissions ouvrières. Dans les luttes actuelles, cette élimination de leur influence apparaît plus clairement encore : ce fut le cas de la grève du 11 décembre en Euskadi à laquelle les jours précédents, ils refusèrent d'appeler, parce que «les conditions n'étaient pas remplies».

De même à Villaverde, alors que les révolutionnaires appelaient à la grève générale... Quand le Comité Coordinateur des grèves de Madrid programme la poursuite de la lutte, les révisionnistes en désaccord avec l'orientation de la majorité du comité quittent la réunion. A l'université, ils sont hués par les étudiants ; peu de jours après un membre de l'ORT prend la parole devant 10 000 étudiants. Ceux-ci sortent en manifestation jusqu'à la rue Princesa où ils sont dispersés par les flics. Dans les organismes bureaucratiques des Commissions Ouvrières, au niveau provincial, les révisionnistes empêchent la participation des délégués d'usine qui sont sur des positions révolutionnaires.

Enfin, un leader révisionniste très connu s'est servi de son appartenance aux commissions ouvrières pour exposer à Paris toute la politique révisionniste, donnant de la sorte de ces commissions une vision complètement partiale et tronquée. Le même leader dans une ville d'Espagne est allé jusqu'à déclarer que «la grève du métro de Madrid est l'œuvre d'agitateurs» ! Alors que même la presse fasciste (Nuevo Diario) quelques jours auparavant reconnaissait que l'ORT avait arraché la direction de la grève au PCE.

QdP : Quels sont vos mots d'ordre à l'heure actuelle ?

UNITE, unité de tous les anti fascistes. Aucune trève à l'oligarchie ! L'ORT pense que les luttes et la mobilisation actuelle vont permettre que les efforts réalisés par les peuples d'Espagne aient une issue victorieuse. Pour cela, il est nécessaire de continuer à travailler avec pour guide et objectif la construction à d'un Front démocratique populaire ; il est nécessaire d'organiser solidement l'offensive populaire contre l'oligarchie et l'impérialisme.

Les ouvriers d'ITT et SEAT manifestent dans le centre de Barcelone...

En bref

Bolivie : 5 000 mineurs en grève

Les ouvriers de l'usine de chaussures de Manaco à Cochabamba sont entrés en grève, rejoints par solidarité par 5 000 mineurs, qui représentent un des secteurs les plus combatifs du prolétariat bolivien. Le peuple bolivien se bat pour de meilleures conditions de vie : rien qu'en quelques mois, le coût de la vie a augmenté de 100 %, l'impôt à la campagne a augmenté, et les travailleurs sont expulsés de leur logement.

Il exige la libération des prisonniers politiques. Il y a plus de 500 prisonniers politiques aux mains des gorilles de Danzer, 65 dirigeants syndicaux, dont des membres du Comité exécutif de la Centrale Ouvrière Bolivienne, 45 universitaires et 55 paysans. Certaines arrestations ont eu lieu en Argentine, parmi lesquelles Carlos Dequer M., directeur de Radio Universidad de Oruro, Pedro Paputzalis et Mario Medina dont on est sans nouvelle.

le texte de la résolution

(EXTRAITS DE LA RÉSOLUTION SUR LE PROCHE ORIENT, REJETÉE LUNDI 27 JANVIER)

1) Affirme :

a) Que le peuple palestinien doit être mis en mesure d'exercer son droit national inaliénable d'autodétermination, y compris le droit d'établir un Etat indépendant en Palestine, conformément à la charte de l'Organisation des Nations Unies ;

b) Le droit des réfugiés palestiniens souhaitant retourner dans leurs foyers et vivre en paix avec leurs voisins, de le faire et le droit de ceux choisissant de ne pas retourner dans leurs foyers de recevoir une indemnisation pour leurs biens ;

c) Qu'Israël doit se retirer de tous les territoires arabes occupés depuis juin 1967 ;

d) Que des arrangements appropriés doivent être institués pour garantir, conformément à la charte de l'Organisation des Nations Unies, la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tous les Etats de la région et leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.

mise au point

Dans le Quotidien du Peuple daté du 27 janvier, il est publié une carte des pays méditerranéens sur laquelle le port algérien de Mers el Kebir est présenté comme une base soviétique. Le gouvernement algérien, à plusieurs reprises, a démenti les rumeurs faisant état de la présence de forces soviétiques dans cette base. Nous avons toujours été convaincus du bien-fondé des démentis du gouvernement algérien, et cette erreur a échappé à notre vigilance.

SAHARA OCCIDENTAL : «Nous comptons d'abord sur nous-mêmes... nous ne voulons aucune force étrangère»

SI LAMINE RESPONSABLE AUX RELATIONS EXTÉRIEURES DU F. POLISARIO

Cinq français et un jeune marocain ont disparu dans le sud du Maroc depuis près de trois semaines. Le gouvernement français tente d'en faire une nouvelle affaire Claustre, prétendant que le Front POLISARIO les auraient enlevés. Lorsqu'il arrête des étrangers sur son territoire, le Front le fait toujours savoir. Cependant, les responsables du Front ont ordonné une enquête pour définir les circonstances exactes de cette affaire. Le gouverneur marocain leur avait délivré un laisser-passer pour El Aïoun. D'ores et déjà, il est assuré que le véhicule dans lequel se trouvaient les jeunes français était dans un convoi militaire marocain qui fut attaqué par les forces du Front. Sur le corps de l'un des officiers marocains tué au cours de l'accrochage, le Front a retrouvé les papiers de M. Guyot l'un des français. La responsabilité du gouvernement marocain est engagée ; il a exposé la vie des jeunes français en les conduisant dans des zones de combat avec des unités militaires. Par cette campagne, le gouvernement français veut faire oublier la réalité de la lutte du peuple sahraoui.

Ain Ben Tili, la principale base militaire mauritanienne au Nord-est de la Mauritanie a été prise par les combattants de l'armée populaire sahraouie. Au cours des combats, l'armée mauritanienne a eu 152 morts et 32 prisonniers. La politique du gouvernement soulève la colère en Mauritanie.

A Nouakchott une manifestation contre la guerre et l'appui apporté à l'invasion du Sahara par les troupes de Hassan s'est déroulée mercredi. Il y aurait eu de nombreux morts.

Dans la journée du 21 janvier (...), l'aviation monarchiste a effectué un raid aérien sur nos combattants dans la région de Aïn Ben Tili. Nos combattants ont riposté en abattant deux avions et capturant deux pilotes ayant sauté en parachute, communique le POLISARIO. Des rumeurs ont été lancées par une agence de presse espagnole selon lesquelles des fusées Sam seraient servies par des Cubains. Rien ne prouve que le front a des fusées Sam : les patriotes vietnamiens ont abattu des milliers d'avions américains sans avoir besoin de ces fusées. Et surtout le Sahara n'est pas l'Angola : (...) *«Au Sahara, il n'y a qu'un mouvement de libération qui affronte les forces d'invasion»,* affirme un responsable du F. POLISARIO.

G. CARRAT

Les bombardements au napalm des camps de Tifariti, Bir Lahlou et Mghara marquent une nouvelle étape de l'agression de Hassan. Il veut briser toute tentative de résistance en détruisant les camps où s'organise la mobilisation de tout le peuple, en massacrant la population sahraouie qui refuse de se soumettre. Un silence complet est fait sur ces crimes ; il cautionne la politique de Hassan que soutient le gouvernement français.

Nous devons briser ce mur, faire connaître largement la réalité de la lutte du peuple sahraoui. Nous devons affirmer notre soutien, le soutien du peuple de France au peuple sahraoui

Cette solidarité doit se matérialiser : les enfants n'ont pas de vêtements, envoyons leur des vêtements, les infirmeries n'ont presque pas de médicaments, collectons des médicaments, des vitamines, des antibiotiques, du charbon, du matériel médical.

Certains de nos lecteurs ont déjà pris l'initiative de nous faire parvenir de l'argent, ont commencé une campagne. Ces initiatives doivent s'élargir.

Adressez vos envois de médicaments et de vêtements au Comité Français de Soutien au peuple sahraoui. Information 2 000, 32 rue le Peletier Paris 9e.
Adressez vos motions, pétitions au POLISARIO BP 10 Alger ALGÉRIE

RFA : refus de payer les troupes US

Depuis le milieu de l'année dernière l'accord sur «les compensations en devises» par lequel la RFA paie pour le stationnement des troupes américaines en Allemagne de l'Ouest, est arrivé à son terme sans qu'un nouvel accord vienne le remplacer. *«Ce sujet n'a pas une importance prioritaire»* a déclaré M. Böling, secrétaire d'Etat allemand à l'information.

Depuis 61, la RFA avait versé plus de 60 milliards de francs aux USA ! Le non-renouvellement de cet accord est un sujet de dispute entre la RFA et les USA, qui, eux souhaitent la conclusion d'un nouvel accord, au plus tôt.